



CTB



SECRETARIAT GENERAL DU DEVELOPPEMENT RURAL

RAPPORT DES RESULTATS 2012 PROJET UCAG-MINIDER



BUREAU DE LA DVDA REHABILITE PAR L'UCAG – MINIDER - 2012

ACRONYMES	2
1. IAPERÇU DE L'INTERVENTION (MAX. 2 PAGES)	4
1.1 FICHE PROJET	4
1.2 PERFORMANCES DU PROJET	5
1.3 EXECUTION BUDGETAIRE	5
1.4 RESUME	5
2. ANALYSE DE L'INTERVENTION	6
2.1 CONTEXTE	6
2.1.1 <i>Contexte général</i>	6
2.1.2 <i>Contexte institutionnel</i>	6
2.1.3 <i>Contexte de gestion : modalités d'exécution</i>	7
2.1.4 <i>Contexte HARMO</i>	7
2.2 OUTCOME	8
2.2.1 <i>Analyse des progrès réalisés</i>	8
2.2.2 <i>Gestion des risques</i>	11
2.2.3 <i>Impact potentiel</i>	12
2.2.4 <i>Critères de qualité</i>	13
2.3 OUTPUT 1	16
2.3.1 <i>Analyse des progrès réalisés</i>	16
2.3.2 <i>Exécution budgétaire</i>	17
2.3.3 <i>Critères de qualité</i>	17
2.4 OUTPUT 2	18
2.4.1 <i>Analyse des progrès réalisés</i>	18
2.4.2 <i>Exécution budgétaire</i>	19
2.4.3 <i>Critères de qualité</i>	19
2.5 OUTPUT 3	20
2.5.1 <i>Analyse des progrès réalisés</i>	20
2.5.2 <i>Exécution budgétaire</i>	21
2.5.3 <i>Critères de qualité</i>	21
3. THEMES TRANSVERSAUX	22
3.1 GENRE	22
3.2 ENVIRONNEMENT	22
3.3 AUTRE	22
4. PILOTAGE ET APPRENTISSAGE	23
4.1 PLAN D'ACTION	23
4.2 ENSEIGNEMENTS TIRES	24
5. ANNEXES	25
5.1 APERÇU DES MORE RESULTS	26
5.2 RESSOURCES	26
5.3 DECISIONS PRISES PAR LA SMCL ET SUIVI	27
5.4 CADRE LOGIQUE D'ORIGINE.....	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.8
5.5 RAPPORT « BUDGET VERSUS ACTUELS (Y – M) »	33

1 Aperçu de l'intervention

1.1 Fiche projet

Nom du projet	UNITE CONJOINTE D'APPUI A LA GESTION (UCAG - MINIDER
Code du projet	RDC 1015611
Emplacement	Secrétariat Général du Développement Rural
Budget	8. 000. 000,00 €
Institution partenaire	MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL
Date de la Convention de mise en œuvre	CMO signée le 21 octobre 2011
Durée (mois)	48 mois (60 mois à partir de la signature de la CS)
Groupes cibles	Secteur de la Gouvernance et Société civile – administration publique 15040
Impact ¹	Les capacités du Ministère Central et des entités provinciales compétentes sont renforcées de façon durable pour la mise en œuvre de son programme sectoriel
Outcome	Les capacités du Ministère Central et des Ministères provinciaux compétents sont renforcées pour le suivi et la gestion du PIC (2010 – 2011) et le suivi du PIC et projets / programmes précédents, aussi bien au niveau national que dans les zones de concentration.
Outputs	<p>R1. L'UCAG est mise en place au sein du Secrétariat Général et est opérationnelle</p> <p>R2. Les capacités des équipes des projets sont renforcées en vue d'une gestion optimisée des programmes et des projets avec transfert de compétences aux structures décentralisées et déconcentrées</p> <p>R3. Les capacités du Ministère au niveau central sont renforcées dans différents domaines liés à la coordination sectorielle, la gestion opérationnelle et financière des programmes et des projets de développement</p> <p>R4. Les capacités des structures décentralisées du Ministère sont renforcées dans différents liés à la gestion opérationnelle et financière des programmes et des projets de développement</p> <p>R5. Les capacités des Ministères provinciaux sont renforcées dans différents liés à la gestion opérationnelle et financière des programmes et des projets de développement</p> <p>R6. Les capacités, le fonctionnement et l'accessibilité de la plateforme de communication sont améliorés</p> <p>R7. Les capacités techniques et opérationnelles des structures centrales et déconcentrées de l'Administration du Développement Rural et des Administrations provinciales correspondantes dans les zones de concentration sont renforcées pour l'élaboration et la conduite des politiques et des stratégies de développement rural</p>

¹ L'impact équivaut à l'objectif général, l'outcome à l'objectif spécifique et l'output au résultat

Performances du projet

	Efficiences	Efficacité	Durabilité
Outcome : Les capacités du Ministère Central et des Ministères provinciaux compétents sont renforcées pour le suivi et la gestion du PIC (2010 – 2011) et le suivi du PIC et projets / programmes précédents, aussi bien au niveau national que dans les zones de concentration.			
Output 1 : L'UCAG est mise en place au sein du Secrétariat Général et est opérationnelle	B	B	C
Output 2 : Les capacités des équipes des projets sont renforcées en vue d'une gestion optimisée des programmes et des projets avec transfert de compétences aux structures décentralisées et déconcentrées	B	B	C
Output 3 : Les capacités du Ministère au niveau central sont renforcées dans différents domaines liés à la coordination sectorielle, la gestion opérationnelle et financière des programmes et des projets de développement	B	B	C
Output 6 : Les capacités, le fonctionnement et l'accessibilité de la plate-forme de communication sont améliorés	B	B	C

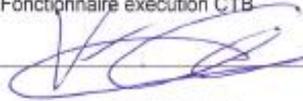
N.B : la durabilité de l'UCAG est liée à la réforme dans le cadre institutionnel par la fonction publique.

Exécution budgétaire

Budget total	Dépenses année 2012	Solde	Taux de décaissement total
8. 000.000 €	1.468.496, 64€	6.531.503,34€	18%

Résumé

• Analyse et renforcement des compétences du personnel et des structures clés identifiées
• Amélioration ou construction des infrastructures au niveau central, déconcentré et décentralisé
• Renforcement des capacités technologiques et matérielles au niveau central, déconcentré et décentralisé
• Coordination interministérielle : opérationnalisation de la maîtrise d'ouvrage « Commission Provinciale Routière
• Appui à la coordination des interventions du secteur et à la promotion des thèmes transversaux

Fonctionnaire exécution nationale	Fonctionnaire exécution CTB
	 Fabian PROD'HOMME Coreponsable UCAG - MINIDER



2 Analyse de l'intervention²

2.1 Contexte

2.1.1 Contexte général

La Baseline sur les besoins du MINIDER et son complément sur la gouvernance sont mise en place. Les sites abritant les infrastructures aux niveaux déconcentré et décentralisé sont identifiés et disponibles. Les DAO concernant ces constructions sont attribués. L'appui aux projets réalisé et l'implication du Secrétaire Général, des Ministres et des inspecteurs provinciaux ainsi que des chefs coutumiers sont là les éléments du contexte qui ont influencé positivement sur les interventions de l'UCAG.

La persistance des tensions à l'EST du pays dues aux conflits armés et à la rébellion de M23, la suspension du Co-responsable de l'UCAG pourraient avoir de l'influence négative sur les interventions du projet.

2.1.2 Contexte institutionnel

Le renforcement institutionnel que l'UCAG au Ministère du Développement rural réalise s'inscrit dans un processus de long terme de réforme de l'administration publique et de la décentralisation : la visibilité finale de l'administration du Ministère du Développement Rural utile aux citoyens, aux organisations paysannes et investisseurs, est organisée au niveau des secteurs, avec l'échelon territorial comme supervision. La redéfinition d'une administration efficace se base sur le concept de « maison du développement Rural » ouverte à tous, et qui suscite l'engouement de toutes les parties prenantes. Pour réhabiliter cette administration efficace, 12 sites pilotes ont été choisis soit les chefs-lieux des 4 provinces PIC et aussi un territoire et un secteur dans chaque province. Ce choix des sites s'est fait de façon participative dans les 4 provinces et a été validé par les autorités tant nationales que provinciales. L'ancrage institutionnel est donc très pertinent et très approprié, car il :

- est en cohérence avec la réforme du Ministère et son nouveau cadre organique et sa vision
- cible un effectif de fonctionnaire réaliste pour des résultats pleinement atteints
- modélise des exemples reproductibles d'une « administration » utile au citoyen
- est utile aux projets de réhabilitation routiers et en améliore la durabilité
- réalise un juste équilibre entre les différents volets du renforcement des capacités
- opère en impliquant des alliés (partenaires et bénéficiaires)

D'autre part, dans la suite logique des études sur la gouvernance, en

² Dans le présent document : L'impact équivaut à l'objectif général, l'outcome à l'objectif spécifique et l'output au résultat

conformité avec le PIC et la feuille de route gouvernance, l'UCAG mise sur la Commission Provinciale Routière –CPR-, pour améliorer le suivi de l'entretien routier ; c'est une structure essentielle où s'impliqueront le Ministre Provincial du Développement Rural et son collègue des Travaux publics, l'Inspecteur et l'administration, la DVDA, avec un secrétariat inséré dans l'administration. Cette commission a été adoptée lors du Groupe Thématique 15. Le Ministre national de l'Agriculture et du Développement Rural en fait sa priorité.

2.1.3 Contexte de gestion : modalités d'exécution

- Travail avec le MAF à distance : pas approprié
- Recrutement des agents du Ministère au sein des Cellules Marchés Publics et Finances (très appropriés), car le projet vise la cogestion et contribue au renforcement des capacités techniques des agents du Ministère dans la gestion des projets : planification, suivi, marchés publics et finances

2.1.4 Contexte HARMO

Contexte HARMO nous présente l'impact d'autres acteurs évoluant dans le secteur (en priorité les infrastructures de base) sur la dynamique outputs- to-outcome. Dans cette vision, l'UCAG a organisée des séances de travail avec les partenaires ci-après :

- PARRSA (Projet d'Appui à la Réhabilitation du Secteur Agricole) : réunion d'échange avec l'UCAG- MINIDER afin d'éviter le chevauchement dans la mise en œuvre des activités par les deux projets. Ensemble, ils ont arrêté ce qui suit :
 - L'UCAG se chargera de la construction du nouveau bâtiment central du Secrétaire Général et PARRSA de son côté, se chargera de l'installation et de la connexion Internet;
 - Concevoir une architecture commune du site Web MINAGRI pour les deux administrations : Agriculture et Développement Rural) ;
- FONER (Fonds National d'Entretien Routier) : finance à travers la DVDA, les volets bac et entretien sur le reste de kilomètres non pris en charge par le PREPICO3.
- Gestion des bacs (FONER, OFFICE DES ROUTES, PARAU, BAD, MINIDER) échange d'expérience sur les modalités de gestion des bacs
- GT 15 ITPR, MINIDER, VOLET BACS, OFFICE DES ROUTES sur la loi, normes, recentrage régalién (législation sur la Commission Provinciale Routière), la coordination interministérielle de la maîtrise d'ouvrage
- Environnement : (REDD, WWF, Administration du MDR et OP) appui à l'élaboration de la politique environnementale du Ministère du Développement Rural
- Gestion des Bacs (FONER, OR, DVDA, PARAU, BAD, MINIDER) : échange d'expérience sur la modalité de gestion des bacs

2.2 Outcome

2.2.1 Analyse des progrès réalisés

Outcome ³ :						
Indicateurs ⁴	Valeur de la <i>Baseline</i> ⁵	Progrès année 2011 ⁶	Progrès année 2012 ⁷	Cible année 2012 ⁸	Cible finale ⁹	Commentaires ¹⁰
Nombre de personnes formées au sein de l'UCAG			96%	26	27	Du personnel de l'UCAG formé par rapport à la fonction de chacun
Nombre de poste de travail opérationnel au niveau central			100%	113	113	Services clés du MINIDER : SG, DEP, SNIR, DVDA, DSG et DILOP
Nombre de m ² de surface des réhabilités et opération de l'UCAG au sein du Secrétariat Général	330	0	91%	300	330	2 locaux de 30 m ² occupés par PRESAR sont à réhabiliter
Nombre de m ² de surface des bureaux rénovés au niveau de l'administration centrale (SG, DVADA, SNIR, DEP, DSG, nouveau bâtiment étage)			76%	1 112	1 454	Les bâtiments S.G, DSG, DEP, SNIR DILOP et DVDA opérationnels et le nouveau bâtiment SG (342 m ²) en phase de la rédaction
Nombre de m ² de surface des bureaux au niveau déconcentré (4 territoires pilotes) et décentralisée (4 chef – lieu de provinces PIC et 4 secteurs pilotes)		0	0	0	2.184	DAO lancé et MP attribué à 75%
Nombre des manuels de procédure (finances, MP, Gestion des projets)			1	1	1	
Cercle de développement	0	0	100%	9	9	En cours
Nombre des formations continues	0	0	9	10	15	-Travail en équipe - Ingénierie de formation - Web master - Communication stratégique - Formation de secrétaire - Excel avancé - Formation de comptable - Audit - Gestion des conflits

³ Reprendre la formulation de l'outcome, telle qu'elle figure dans le cadre logique (DTF) ou dans la dernière version du cadre logique validée par la SMCL.

⁴ Reprendre les indicateurs tels qu'ils figurent dans le cadre logique.

⁵ La valeur de l'indicateur au temps 0. Se réfère à la valeur des indicateurs au début de l'intervention.

⁶ La valeur de l'indicateur à la fin de l'année N-1.

⁷ La valeur de l'indicateur à la fin de l'année N. Si la valeur n'a pas changé depuis la *Baseline* ou depuis l'année précédente, il y a lieu de répéter cette valeur.

⁸ La valeur cible à la fin de l'année N.

⁹ La valeur cible à la fin de l'intervention.

¹⁰ Commentaires sur les progrès réalisés, à savoir une appréciation de la valeur de l'indicateur atteinte à la fin de l'année N par rapport aux valeurs « *Baseline* » (temps 0) et/ou à la valeur de l'année précédente, et par rapport à la valeur intermédiaire attendue pour l'année N. Il convient de limiter au maximum les commentaires.

Outcome ¹¹ :						
Indicateurs ¹²	Valeur de la <i>Baseline</i> ¹³	Progrès année 2011 ¹⁴	Progrès année 2012 ¹⁵	Cible année 2012 ¹⁶	Cible finale ¹⁷	Commentaires ¹⁸
Temps moyen date réception offre et rapport évaluation	16,6 J	16,6 J	30%	11,5 J	Min	Amélioration en termes de temps
Temps moyen entre rapport d'évaluation et PV d'attribution	60,8 J	60,8J	83%	9,75J	Min	Amélioration en termes de temps
Volume financier MP annuel	3.879.703€	3.879.703 €	80%	6.986.391€	Max	Une amélioration dans la mise en œuvre du projet
Nombre des MP attribués par an	18	18	410%	92	Max	A comparer avec la suivante
Taux de capitalisation projets						Enquête en cours
Taux d'évaluation de la satisfaction des projets de l'appui donné par l'UCAG						Enquête en cours
Taux annuel d'exécution (argent dépensé) du projet	8.000.000€		18%	1.468.496 , 64€	8.000.000	
Nombre de documents publiés		0	40%	2	5	- Dépliants PILAEP et AFEK - Affiches PILAEP et AFEK - Spots CD - Bandes Dessinées - brochures SIDA « sans tabou »UCAG MINIDER
Nombre d'émissions radio et audience		0	0%	0		
Existence du site web « RuralCongo.cd »	0	0	100%	1	1	La visibilité du Ministère
Taux d'utilisation du site Web		0	0%	0	75%	Le site n'est pas alimenté
Nombre de radios diffusant nos contenus	0	0	40%	2	5	Les radios qui doivent diffusées sont étalées durant la vie du projet
Nombre des spots sur la sécurité routière	0	0	100%	10	10	2 thèmes en 4 langues locales + 1 en français

¹¹ Reprendre la formulation de l'outcome, telle qu'elle figure dans le cadre logique (DTF) ou dans la dernière version du cadre logique validée par la SMCL.

¹² Reprendre les indicateurs tels qu'ils figurent dans le cadre logique.

¹³ La valeur de l'indicateur au temps 0. Se réfère à la valeur des indicateurs au début de l'intervention.

¹⁴ La valeur de l'indicateur à la fin de l'année N-1.

¹⁵ La valeur de l'indicateur à la fin de l'année N. Si la valeur n'a pas changé depuis la *Baseline* ou depuis l'année précédente, il y a lieu de répéter cette valeur.

¹⁶ La valeur cible à la fin de l'année N.

¹⁷ La valeur cible à la fin de l'intervention.

¹⁸ Commentaires sur les progrès réalisés, à savoir une appréciation de la valeur de l'indicateur atteinte à la fin de l'année N par rapport aux valeurs « *Baseline* » (temps 0) et/ou à la valeur de l'année précédente, et par rapport à la valeur intermédiaire attendue pour l'année N. Il convient de limiter au maximum les commentaires.

Outcome ¹⁹ :						
Indicateurs ²⁰	Valeur de la Baseline ²¹	Progrès année 2011 ²²	Progrès année 2012 ²³	Cible année 2012 ²⁴	Cible finale ²⁵	Commentaires ²⁶
Nombre des bandes dessinées sur la sécurité alimentaire			100%	10	10	2 thèmes en 4 langues locales + 1 en français
Plan de communication MINIDER	0	0	100%	1	1	La mise en œuvre de ce plan s'étant sur la durée du projet
Nombre de formations sur le VIH/ Sida	0	0	66,6 %	2	3	Tous les agents de l'administration centrale et 4 provinces PIC seront formés
Brochure portant les grandes lignes de la politique sectorielle de lutte contre le Sida - MINIDER	0	0	50%	1	1	Impression du document en cours
Existence du manuel de conduite des politiques et des stratégies de développement rural			1	1	1	Non encore multiplié
Nombre de formations organisé sur l'élaboration et la conduite des politiques et des stratégies de développement rural	0	0	0	0	1	En programmation
Nombre d'outils de gouvernance participative mise en place						Actualisation des outils
Loi, normes, recentrage régalién : législation sur la Commission Provinciale Routière (CPR),			50%	50%	100 %	Dans les mains Ministre MINIDER / ITPR
Coordination interministérielle : opérationnalisation de la maîtrise d'ouvrage			50%	50%	100 %	Réunion Bac, CPR, GT15
Analyse des progrès réalisés par rapport à l'outcome						
<i>Lien entre les outputs et l'outcome : (Comment) les outputs contribuent-ils (toujours) à l'atteinte de l'outcome ?</i>			Vision claire, partagée, cela colle à la politique/stratégie du Ministère. Concept de Maison du développement rural			
<i>Progrès réalisés par rapport à l'atteinte de l'outcome (sur la base d'indicateurs) :</i>			R1 réalisé, R2 en cours			
<i>Difficultés qui se sont présentées, facteurs d'influence (positive ou négative)</i>			Suspension coresponsable UCAG, stagnation du processus de décentralisation et de la réforme de la fonction publique			
<i>Résultats inattendus :</i>						

¹⁹ Reprendre la formulation de l'outcome, telle qu'elle figure dans le cadre logique (DTF) ou dans la dernière version du cadre logique validée par la SMCL.

²⁰ Reprendre les indicateurs tels qu'ils figurent dans le cadre logique.

²¹ La valeur de l'indicateur au temps 0. Se réfère à la valeur des indicateurs au début de l'intervention.

²² La valeur de l'indicateur à la fin de l'année N-1.

²³ La valeur de l'indicateur à la fin de l'année N. Si la valeur n'a pas changé depuis la *Baseline* ou depuis l'année précédente, il y a lieu de répéter cette valeur.

²⁴ La valeur cible à la fin de l'année N.

²⁵ La valeur cible à la fin de l'intervention.

²⁶ Commentaires sur les progrès réalisés, à savoir une appréciation de la valeur de l'indicateur atteinte à la fin de l'année N par rapport aux valeurs « *Baseline* » (temps 0) et/ou à la valeur de l'année précédente, et par rapport à la valeur intermédiaire attendue pour l'année N. Il convient de limiter au maximum les commentaires.

2.2.2 Gestion des risques

Identification du risque			Analyse du risque			Traitement du risque			Suivi du risque	
Description du risque	Période d'identification	Catégorie de risque	Probabilité	Impact potentiel	Total	Action(s)	Responsable	Date limite	État d'avancement	Statut
L'entretien des routes ne se pérennise pas, le système CLER n'évolue pas	Baseline	Eviter	Elevée	Elevé		Faire évoluer plus efficacement la gestion de CLER par axe et professionnellement (gestion administrative, financière et technique)	PREPICO Entretien, appui UCAG			Statut type des CLER formés et promis aux MP communautaires avec des OP compte bancaire
						Amener un statut juridique aux CLER, pour soumissionner aux MP	PREPICO Entretien, Appui Institutionnel et Coresponsables			
Maitrise d'ouvrage non effective	Baseline	Eviter	Elevée	Elevé		Préparation d'un décret interministériel sur la Commission Provinciale Routière en collaboration avec les structures MITPR, Cellule Infra, FONER, Organisation des bénéficiaires	Appui UCAG, ITPR, Cellule IFRA, FONER, Organisation des bénéficiaires		Tenue de l'atelier relatif au projet d'arrêté pour la mise en place de la Commission Provinciale Routière (25 juillet 2012)	
						Organiser des réunions multi acteurs avec les ministres en province				
Faible volonté politique	Baseline	Accepter Transformer	Moyenne	moyen		Etude spécifique pour clarifier les tâches des Inspecteurs et Ministres provinciaux	Expert Appui Institution, Coresponsables		Baseline sur gouvernance mise en place	
						Appui à la mise en place de la CPR				
Fuite des fonctionnaires car mal payés, (non) revalorisés	Baseline	Atténuer	moyenne	moyen		Répartition de l'appui institutionnel en province, territoires, secteurs là où les solutions locales peuvent se trouver	Expert Appui Institution, Coresponsables			
						Signature d'un protocole d'accord sur la maison du développement rural, en territoire et secteur et recherche d'autofinancement	CONAPAC Secrétariat Général			
Eparpillement des PTF et faible harmonisation	Baseline	Atténuer	moyenne	moyen		Contrats permanents avec les PTF	Synergie UCAG – RR - attachés			CPR active
						Programmation de présentation de la CPR lors du GT 15				
						Réunions multi bailleurs informelles préalables en province				

2.2.3 Impact potentiel

Les capacités du Ministère Central et des entités provinciales compétentes sont renforcées de façon durable pour la mise en œuvre de son programme sectoriel. Et l'outcome est toujours valable et contribue de la manière suivante :

- l'UCAG est mise en place et opérationnelle ;
- les projets sectoriels sont renforcés avec des missions sur terrain (gestion des projets (suivi opérationnel et financier) ;
- la Baseline mise en place et les données y relatives en cours d'exécution :
 - la construction des infrastructures au niveau central (en cours de construction avec une superficie de 1.112 m²/ 1.454 m²), déconcentré et décentralisé en attribution),
 - les équipements informatiques + internet sont cotés
 - les prix des équipements des bureaux sont demandés
 - 113 postes de travail opérationnels au niveau central
 - la Commission Provinciale Routière élaborée et adoptée lors de GT 15,
 - le document des stratégies et la politiques sectorielles du Développement rural est élaboré (à l'attente de l'impression)
 - le site Web mise en place, le recrutement du secrétaire de rédaction en décembre 2012 et le démarrage en janvier 2013
 - le *personnel clé des services au niveau central formés en s'appuyant sur 9 modules (travail en équipe, ingénierie de formation et communication stratégique)* ;
 - *les projets sont appuyés sur terrain (21 missions)*
- mise en place des outils de gestion des projets (feuille des routes pour la planification trimestrielle des activités, l'adaptation du tableau de bord pour les mises à jour des activités trimestrielles et annuelles des projets à travers la synthèse des activités, les tableaux des risques et des indicateurs) ;

NB. Cadre institutionnel : tant que la réforme n'est pas initiée réellement par la fonction publique, la durabilité reste.

2.2.4 Critères de qualité

1. PERTINENCE : le degré dans lequel l'intervention est cohérente avec les politiques et priorités locales et nationales ainsi qu'avec les attentes des bénéficiaires.	
<i>Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère Q : Au moins un 'A', pas de 'C' ni de 'D' = A ; Deux fois un 'B' = B ; Au moins un 'C', pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D</i>	
1.1 Quel est le degré de pertinence actuel du projet ?	
<input type="checkbox"/>	A Clairement toujours ancré dans les politiques nationales et la stratégie belge, satisfait aux engagements en matière d'efficacité de l'aide, extrêmement pertinent par rapport aux besoins du groupe cible.
<input checked="" type="checkbox"/>	B S'inscrit toujours bien dans les politiques nationales et la stratégie belge (sans être toujours explicite), relativement compatible avec les engagements en matière d'efficacité de l'aide, pertinent par rapport aux besoins du groupe cible.
<input type="checkbox"/>	C Quelques questions par rapport à la cohérence avec les politiques nationales et la stratégie belge, l'efficacité de l'aide ou la pertinence.
<input type="checkbox"/>	D Contradictions avec les politiques nationales et la stratégie belge, les engagements en matière d'efficacité de l'aide ; la pertinence vis-à-vis des besoins est mise en doute. Des changements majeurs sont requis.
1.2 La logique d'intervention, telle qu'elle est conçue actuellement, est-elle toujours la bonne ?	
<input type="checkbox"/>	A Logique d'intervention claire et bien structurée ; logique verticale des objectifs réalisable et cohérente ; indicateurs appropriés ; risques et hypothèses clairement identifiés et gérés ; accompagnement de sortie d'intervention mis en place (si cela est applicable).
<input checked="" type="checkbox"/>	B Logique d'intervention appropriée bien qu'elle puisse avoir besoin de certaines améliorations en termes de hiérarchie d'objectifs, d'indicateurs, de risques et hypothèses.
<input type="checkbox"/>	C Les problèmes par rapport à la logique d'intervention peuvent affecter la performance d'un projet et sa capacité à contrôler et évaluer les progrès ; améliorations requises.
<input type="checkbox"/>	D La logique d'intervention est erronée et nécessite une révision en profondeur pour que le projet puisse espérer aboutir.
2. EFFICACITÉ DE LA MISE EN ŒUVRE JUSQU'À CE JOUR : le degré dans lequel les ressources de l'intervention (fonds, expertise, temps, etc.) ont été converties en résultats de façon économe (appréciation de l'ensemble de l'intervention)	
<i>Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère Q : Au moins un 'A', pas de 'C' ni de 'D' = A ; Deux fois un 'B' = B ; Au moins un 'C', pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D</i>	
2.1 Dans quelle mesure les inputs (finances, RH, biens & équipements) sont-ils correctement gérés ?	
<input type="checkbox"/>	A Tous les inputs sont disponibles à temps et dans les limites budgétaires.
<input checked="" type="checkbox"/>	B La plupart des inputs sont disponibles dans des délais raisonnables et ne nécessitent pas d'ajustements budgétaires considérables. Une certaine marge d'amélioration est cependant possible.
<input type="checkbox"/>	C La disponibilité et l'utilisation des inputs posent des problèmes qui doivent être résolus, sans quoi les résultats pourraient courir certains risques.
<input type="checkbox"/>	D La disponibilité et la gestion des inputs comportent de sérieuses lacunes qui menacent l'atteinte des résultats. Des changements considérables sont nécessaires.
2.2 Dans quelle mesure les outputs sont-ils correctement gérés ?	
<input type="checkbox"/>	A Tous les outputs ont été et seront plus que vraisemblablement livrés dans les temps et de bonne qualité ce qui contribuera aux outcomes planifiés.
<input checked="" type="checkbox"/>	B Les outputs sont et seront plus que vraisemblablement livrés dans les temps, mais une certaine marge d'amélioration est possible en termes de qualité, de couverture et de timing.
<input type="checkbox"/>	C Certains outputs ne s(er)ont pas livrés à temps ou de bonne qualité. Des ajustements sont nécessaires.
<input type="checkbox"/>	D La qualité et la livraison des outputs comportent et comporteront plus que vraisemblablement de sérieuses lacunes. Des ajustements considérables sont nécessaires pour garantir au minimum que les outputs clés seront livrés à temps.
3. EFFICACITÉ JUSQU'À CE JOUR : le degré dans lequel l'outcome (objectif spécifique) est atteint, tel que prévu à la fin de l'année N	

Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère Q : Au moins un 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A ; Deux fois un 'B' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D

3.1 Tel qu'il est mis en œuvre actuellement, quelle est la probabilité que l'outcome soit réalisé ?		
<input type="checkbox"/>	A	La réalisation totale de l'outcome est vraisemblable en termes de qualité et de couverture. Les résultats négatifs (s'il y en a) ont été atténués.
<input checked="" type="checkbox"/>	B	L'outcome sera atteint avec quelques minimales restrictions ; les effets négatifs (s'il y en a) n'ont pas causé beaucoup de tort.
<input type="checkbox"/>	C	L'outcome ne sera atteint que partiellement, entre autres en raison d'effets négatifs auxquels le management n'est pas parvenu à s'adapter entièrement. Des mesures correctives doivent être prises pour améliorer la probabilité de la réalisation de l'outcome.
<input type="checkbox"/>	D	Le projet n'atteindra pas son outcome, à moins que d'importantes mesures fondamentales soient prises.
3.2 Les activités et les outputs sont-ils adaptés sur la base des résultats atteints dans l'optique de réaliser l'outcome (objectif spécifique) ?		
<input checked="" type="checkbox"/>	A	Le projet réussit à adapter ses stratégies/activités et outputs en fonction de l'évolution des circonstances externes dans l'optique de réaliser l'outcome. Les risques et hypothèses sont gérés de manière proactive.
<input type="checkbox"/>	B	Le projet réussit relativement bien à adapter ses stratégies en fonction de l'évolution des circonstances externes dans l'optique de réaliser l'outcome. La gestion des risques est relativement passive.
<input type="checkbox"/>	C	Le projet n'est pas totalement parvenu à adapter ses stratégies en fonction de l'évolution des circonstances externes de façon appropriée ou dans les temps. La gestion des risques a été plutôt statique. Une modification importante des stratégies s'avère nécessaire pour garantir au projet la réalisation de son outcome.
<input type="checkbox"/>	D	Le projet n'est pas parvenu à réagir à l'évolution des circonstances externes ; la gestion des risques a été insuffisante. Des changements considérables sont nécessaires pour réaliser l'outcome.

3. DURABILITÉ POTENTIELLE : le degré de probabilité de préserver et reproduire les bénéfices d'une intervention sur le long terme (au-delà de la période de mise en œuvre de l'intervention).		
Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère Q : Au moins 3 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A ; Maximum 2 'C', pas de 'D' = B ; Au moins 3 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D		
3.1 Durabilité financière/économique ?		
<input type="checkbox"/>	A	La durabilité financière/économique est potentiellement très bonne : les frais liés aux services et à la maintenance sont couverts ou raisonnables ; les facteurs externes n'auront aucune incidence sur celle-ci.
<input type="checkbox"/>	B	La durabilité financière/économique sera vraisemblablement bonne, mais des problèmes peuvent survenir en raison notamment de l'évolution de facteurs économiques externes.
<input checked="" type="checkbox"/>	C	Les problèmes doivent être traités en ce qui concerne la durabilité financière soit en termes de frais institutionnels ou liés aux groupes cibles, ou encore d'évolution du contexte économique.
<input type="checkbox"/>	D	La durabilité financière/économique est très discutable, à moins que n'interviennent des changements majeurs.
4.2 Quel est le degré d'appropriation du projet par les groupes cibles et persistera-t-il au terme de l'assistance externe ?		
<input type="checkbox"/>	A	La SMCL et d'autres structures locales pertinentes sont fortement impliquées à tous les stades de la mise en œuvre et s'engagent à continuer à produire et utiliser des résultats.
<input type="checkbox"/>	B	La mise en œuvre se base en grande partie sur la SMCL et d'autres structures locales pertinentes, impliquées elles aussi, dans une certaine mesure, dans le processus décisionnel. La probabilité d'atteindre la durabilité est bonne, mais une certaine marge d'amélioration est possible.
<input checked="" type="checkbox"/>	C	Le projet recourt principalement à des arrangements ponctuels et à la SMCL et d'autres structures locales pertinentes en vue de garantir la durabilité. La continuité des résultats n'est pas garantie. Des mesures correctives sont requises.

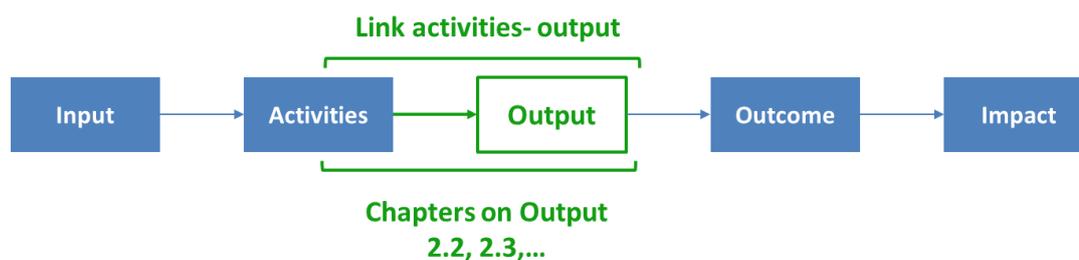
<input type="checkbox"/>	D	Le projet dépend totalement des structures ponctuelles n'offrant aucune perspective de durabilité. Des changements fondamentaux sont requis pour garantir la durabilité.
4.3 Quel est le niveau d'appui politique fourni et le degré d'interaction entre le projet et le niveau politique ?		
<input type="checkbox"/>	A	Le projet bénéficie de l'appui intégral de la politique et des institutions, et cet appui se poursuivra.
<input type="checkbox"/>	B	Le projet a bénéficié, en général, de l'appui de la politique et des institutions chargées de la mettre en œuvre, ou à tout le moins n'a pas été gêné par ceux-ci, et cet appui se poursuivra vraisemblablement.
<input checked="" type="checkbox"/>	C	La durabilité du projet est limitée par l'absence d'appui politique. Des mesures correctives sont requises.
<input type="checkbox"/>	D	Les politiques ont été et seront vraisemblablement en contradiction avec le projet. Des changements fondamentaux s'avèrent nécessaires pour garantir la durabilité du projet.
4.4 Dans quelle mesure le projet contribue-t-il à la capacité institutionnelle et de gestion ?		
<input type="checkbox"/>	A	Le projet est intégré aux structures institutionnelles et a contribué à l'amélioration de la capacité institutionnelle et de gestion (même si ce n'est pas là un objectif explicite).
<input type="checkbox"/>	B	La gestion du projet est bien intégrée aux structures institutionnelles et a contribué d'une certaine manière au renforcement des capacités. Une expertise supplémentaire peut s'avérer requise. Des améliorations sont possibles en vue de garantir la durabilité.
<input checked="" type="checkbox"/>	C	Le projet repose trop sur des structures ponctuelles plutôt que sur des institutions ; le renforcement des capacités n'a pas suffi à garantir pleinement la durabilité. Des mesures correctives sont requises.
<input type="checkbox"/>	D	Le projet repose sur des structures ponctuelles et un transfert de compétences vers des institutions existantes, qui permettrait de garantir la durabilité, est improbable à moins que des changements fondamentaux n'interviennent.

Attribuer une note finale à chaque critère. Si une note C ou D a été attribuée à un critère de monitoring, des mesures doivent être proposées dans le Plan d'action (4.1).

Critères	Note
Pertinence	B
Efficacité	B
Durabilité	C
Efficiences	B

2.3 Output 1²⁷

Évaluer la probabilité de l'atteinte de l'output en question et la dynamique entourant l'évolution de cet output.



2.3.1 Analyse des progrès réalisés

Output 1 : l'UCAG est mise en place au sein du Secrétariat Général et est opérationnelle						
Indicateurs	Valeur de la Baseline	Progrès année 2011	Progrès année 2012	Cible année 2012	Cible finale	Commentaires
Nombre de postes occupés / nombre prévu			93%	25	27	Le recrutement de deux agents de l'administration en cours
Nombre de personnes formées			93%	25	27	Du personnel formé par rapport à la fonction occupée au sein de l'UCAG
Nombre des formations continues	0	0	9	10	15	90% de progrès réalisé par rapport à la cible de l'année : - Travail en équipe - Ingénierie de formation - Web master - Communication stratégique - Formation de secrétaire - Excel avancé - Formation de comptable - Audit - Gestion des conflits
Nombre de m ² de surface des réhabilités et opération de l'UCAG au sein du Secrétariat Général	330	0	91%	300	330	Le bâtiment de l'UCAG opérationnel
Nombre des manuels de procédure (finances, MP, Gestion des projets)	0	0	100%	1	1	

²⁷ Le template prévoit jusqu'à 3 outputs (chapitres 2.2, 2.3 et 2.4). Si l'intervention compte plus d'outputs, simplement copier et coller les chapitres supplémentaires relatifs aux outputs. Si l'intervention compte moins de 3 outputs, simplement supprimer les chapitres désuets)

État d'avancement des <u>principales</u> activités ²⁸	État d'avancement :		Commentaires (uniquement si C ou D comme valeur)		
	A	B	C	D	
1. Acquisition des véhicules	x				
2. Acquisition d'équipements informatiques et abonnement Internet	x				
3. Appui à la promotion des thèmes transversaux			x		Manifestation VIH, TDR Environnement et Genre mais pas manifestation Genre et environnement
4. Recrutement du personnel de l'UCAG		x			Une attention à garder sur la cellule MP
Analyse des progrès réalisés par rapport à l'output : Analyser la dynamique entre les activités et l'atteinte probable de l'output (voir Guide de rapport des résultats).					
<i>Lien entre les activités et l'output. (Comment) les activités contribuent-elles (toujours) à l'atteinte de l'output (ne pas discuter des activités en tant que telles ?) :</i>		L'UCAG est opérationnelle à plus de 80%			
<i>Progrès réalisés par rapport à l'atteinte de l'output (sur la base d'indicateurs) :</i>		<ul style="list-style-type: none"> - 25 sur 27 postes 93% occupés qui forme le personnel de l'UCAG Du personnel formé par rapport à la fonction occupée au sein de l'UCAG soit au total 09 formations dispensées en faveur de personnel de l'UCAG - 1 manuel de procédure (finances, MP, Gestion des projets) produit - Renforcement Cellule Finances et Administration avec l'arrivée de MAF fin novembre 2012. Appui de 5 derniers mois à distance via le siège à BXL 			
<i>Difficultés qui se sont présentées, facteurs d'influence (positive ou négative) :</i>		<ul style="list-style-type: none"> - Suspension du co-responsable national 			
<i>Résultats inattendus (positifs ou négatifs) :</i>					

2.3.2 Exécution budgétaire

Budget total	Dépenses année N	Solde	Taux de décaissement total
4.574.154,00	1.331.180,02	3.242.973,98	29%

2.3.3 Critères de qualité

Critères	Note
Effizienz	B
Efficacité	B
Durabilité	C

²⁸ A : Les activités sont en avance
 B : Les activités sont dans les délais
 C : Les activités sont retardées ; des mesures correctives doivent être prises.
 D : Les activités ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises.

2.4 Output 2

2.4.1 Analyse des progrès réalisés

Output 2 : Appui à l'exécution des projets							
Indicateurs	Valeur de la Baseline	Progrès année 2011	Progrès année 2012	Cible année 2012	Cible finale	Commentaires	
Temps moyen date réception offre et rapport évaluation	16,6 J	16,6J	30%	11,5 J	Min	Efficacité accrue	
Temps moyen entre rapport d'évaluation et PV d'attribution	60,8 J	60,8 J	83%	9,75 J	Min	Efficacité accrue	
Volume financier MP annuel	3.879.703,18€	3.879.703,18€	80%	6.986.391€	Max	Le volume financier annuel du MP a connu une amélioration grâce à l'augmentation du nombre de dossiers traités.	
Nombre des MP attribués par an	18	18	410%	92	Max	Efficacité accrue	
Nombre des missions sur terrain en appui aux projets				21		- 21 missions d'appui aux projets du secteur, hors secteur et International service - 9 missions pour le suivi projet l'UCAG	
État d'avancement des principales activités			État d'avancement :				Commentaires (uniquement si C ou D comme valeur)
			A	B	C	D	
1. Appui à la gestion des projets sectoriels				x			
2. Appui à la gestion des projets hors secteur				x			
3. Analyse et renforcement de la structure organisation des structures identifiées du MINIDER au niveau central				x			
4. Analyse et renforcement de la structure organisationnelle des structures déconcentrées du Ministère				x			
5. Appui de la Cellule Marchés Publics aux projets du secteur, hors secteur et International Service				x			
Analyse des progrès réalisés par rapport à l'output : Analyser la dynamique entre les activités et l'atteinte probable de l'output (voir Guide de rapport des résultats).							
Lien entre les activités et l'output. (Comment) les activités contribuent-elles (toujours) à l'atteinte de l'output		- Mise en place des outils de planification, de suivi des projets et de gouvernance participative. Des descentes de terrain en appui aux projets du secteur, hors secteur et international service.					
Progrès réalisés par rapport à l'atteinte de l'output (sur la base d'indicateurs) :		- L'appui à l'exécution des projets du secteur, hors secteur et international service est de plus en plus possible. Le volume financier annuel du MP a connu une amélioration grâce à l'augmentation du nombre de dossiers traités. L'augmentation du nombre de dossiers traités est dû du fait de la création d'une équipe MP fonctionnel (équipe mixte CTB - Ministère) et de l'utilisation du manuel MP rédigé au début de l'UCAG.					
Difficultés qui se sont présentées, facteurs d'influence (positive ou négative) :		Cadre institutionnel : tant que la réforme n'est pas initiée réellement par la fonction publique, la durabilité reste.					

2.4.2 Exécution budgétaire

Budget total	Dépenses année N	Solde	Taux de décaissement total
380.000,00	6.237,92	373.762,08	2%

La Cellule financière de l'UCAG MINIDER traite un volume financier de 2.000.000 € par mois soit 24.000.000 € par an et 96.000.000 € sur 4 ans, donc cela montre la capacité potentielle de l'UCAG à gérer les 4 projets de secteur PIC dont chacun dispose d'un budget de 20.000.000€ durant les 4 ans.

2.4.3 Critères de qualité

Critères	Note
Efficiences	B
Efficacité	B
Durabilité	C

2.5 Output 3

2.5.1 Analyse des progrès réalisés

Output 3 : Appui institutionnel : appui à l'opérationnalité du MINIDER						
Indicateurs	Valeur de la <i>Baseline</i>	Progrès année 2011	Progrès année 2012	Cible année 2012	Cible finale	Commentaires
Existence de Baseline	1	0	100%	1	1	Baseline mise en place et les actions consolidées. Baseline gouvernance mise en place
Nombre de documents publiés	5		0	40%	2	5 types documents pour 3 projets sur la conscientisation et les bonnes pratiques
Nombre de radios diffusant nos contenus	0	0	40%	2	5	Les radios qui doivent diffusées sont étalées durant la vie du projet
Existence du site web « RuralCongo.cd »	0	0	100%	1	1	La visibilité du Ministère
Taux d'utilisation du site Web		0	0%	0	75%	N'est pas encore alimenté
Nombre de radios diffusant nos contenus	0	0	40%	2	5	La diffusion radios se fera en cours de vie du projet
Plan de communication MINIDER	0	0	100%	1	1	La mise en œuvre de ce plan s'étant sur la durée du projet
Nombre de formations sur le VIH/ Sida	0	0	66,6 %	2	3	
Nombre de formations reçues	40	0	4%	16	40	Les formations s'effectueront en cours de vie du projet
Brochure portant les grandes lignes de la politique sectorielle de lutte contre le Sida - MINIDER	0	0	50%	1	1	Impression du document en cours
Existence du manuel de conduite des politiques et des stratégies de développement rural						En cours
Nombre de formations organisé sur l'élaboration et la conduite des politiques et des stratégies de développement rural						En cours
Nombre d'outils de gouvernance participative mise en place						En cours
Loi, normes, recentrage régalién : législation sur la Commission Provinciale Routière (CPR),						En cours
Coordination interministérielle : opérationnalisation de la maîtrise d'ouvrage	0	0	50%	50%	100%	

État d'avancement des <u>principales</u> activités	État d'avancement :				Commentaires (uniquement si C ou D comme valeur)
	A	B	C	D	
1. Mise en place d'une Baseline	x				
2. Appui à l'élaboration de stratégies, politiques et normes de développement (loi, maîtrise d'ouvrage, respect et gouvernance entretien des routes)		x			
3. Elaboration de la Commission Provinciale Routière (CPR)			x		
4. Mise en place et fonctionnement de la plate – forme de communication			x		
5. Appui aux thèmes transversaux			x		
Analyse des progrès réalisés par rapport à l'output : Analyser la dynamique entre les activités et l'atteinte probable de l'output (voir Guide de rapport des résultats).					
<i>Lien entre les activités et l'output. (Comment) les activités contribuent-elles (toujours) à l'atteinte de l'output (ne pas discuter des activités en tant que telles ?) :</i>	L'UCAG est au début de son appui institutionnel au MINIDER, donc les résultats sont encore incomplets. Feuille de route élaborée et cependant adoptée par la SMCL et les actions programmées sont consolidées via l'impact les ressources d'appui externe des projets. Fiche synthèse (tableau de bord) des activités des projets mise à jour avec faciliter de suivi trimestriel des actions des projets par l'UCAG.				
<i>Progrès réalisés par rapport à l'atteinte de l'output (sur la base d'indicateurs) :</i>	<p>La Baseline est mise en place et les données y relatives sont en cours d'exécution :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la construction des infrastructures au niveau central (une superficie de 1 112 m²/ 1 454 m²) est terminée et aux niveaux déconcentré et décentralisé en attribution, - les équipements informatiques + internet sont cotés - les prix des équipements des bureaux sont demandés - 113 postes de travail opérationnels au niveau central (décompte effectué) - La note stratégique pour la Commission Provinciale Routière est élaborée, - le document des stratégies et la politiques sectorielles du Développement rural est élaboré et en attente de l'impression) - le site Web mise en place, le recrutement du secrétaire de rédaction et le chargement du site en cours - le personnel clé des services au niveau central a suivi trois modules associé à l'équipe de l'UCAG (travail en équipe, ingénierie de formation et communication stratégique) ; - Production d'une brochure portant les grandes lignes de la politique sectorielle de lutte contre le Sida – MINIDER - Coordination interministérielle : opérationnalisation de la maîtrise d'ouvrage 				
<i>Difficultés qui se sont présentées, facteurs d'influence (positive ou négative) :</i>	Tutelle conjointe entre MINIDER et ITPR pour adopter la CPR Cadre institutionnel : tant que la réforme n'est pas initiée réellement par la fonction publique, la durabilité reste.				

2.5.2 Exécution budgétaire

Budget total	Dépenses année N	Solde	Taux de décaissement total
1.535.846,00	75.270,73	1.460.575,27	5%

2.5.3 Critères de qualité

Critères	Note
Efficiencia	B
Efficacité	B
Durabilité	C

3 Thèmes transversaux

3.1 Genre

Instance du recrutement d'un Expert en vue de mettre en place une stratégie ou politique «Genre » pour le MINIDER»

3.2 Environnement

Développement d'une stratégie et politique environnementale pour le MINIDER. Première draft du document « stratégie du MINIDER pour le Développement Rural sur le thème environnement » en cours de rédaction

3.3 VIH/ Sida

L'UCAG par son intervention a :

- Produit une brochure portant les grandes lignes de la politique sectorielle de lutte contre le Sida – MINIDER
- Tenue un atelier de sensibilisation des fonctionnaires des Ministères de l'Agriculture et de Développement Rural et des agents du PREPICO et du PILAEP sur le thème : fonctionnaires face au VIH/Sida,
- Tenue une tribune sur le VIH/SIDA : célébration de la journée mondiale du Sida 2012 en faveur des fonctionnaires des Ministères de l'Agriculture et de Développement Rural, de l'Enseignement Primaire, Secondaire et Professionnel ainsi qu'aux trois UCAG,
- Tenue un atelier de sensibilisation des fonctionnaires des Ministères de l'Agriculture et de Développement Rural et des agents et du PREPICO à Kisangani sur le thème : fonctionnaires face au VIH/Sida,
- Plan prévisionnelle d'activités 2013 mise en place

4 Pilotage et apprentissage

4.1 Plan d'action

Formuler, sur la base des données et de l'analyse ci-dessus, des actions (décisions) à prendre. Celles-ci peuvent être d'ordre stratégique et/ou opérationnel.

Plan d'action	Source	Acteur	Date limite
Validation et suivi de l'application dans les provinces du PIC de la Commission Provinciale Routière	Appui institutionnel (Résultat 7)	Co-responsable et expert Institutionnel	Q3 - 2013
La réalisation Maison de Développement Rural avec équipements (province)	Appui institutionnel (Résultat 7)	Entrepreneur, DPO	Q2 - 2013
L'appui à la relance de l'administration en province, chef de territoires et de secteurs pilotes, le concept de Maison du Développement Rural	Résultats 3- 4	Co-responsable, expert Institutionnel et expert BISIMWA	Q2-3/2013
Le lancement des formations du personnel clé des services ciblés de l'administration du Développement Rural	Appui institutionnel (Résultat 7)	Co-responsable et expert institutionnel	Q1 -2013
La réalisation de l'audit organisationnel des services ciblés au niveau central (DEP, SNIR, DVDA, DILOP, SG Cellule Marchés Publics, SNHR)	Résultats 3- 4	Co-responsable, Expert institutionnel et Chargé Marchés Publics, Siège CTB	Q2 -2013
L'augmentation de nos diffusions (Site Web à rendre vivant, diffusion spots, bande dessinée, etc.	Résultat 6 « communication »	Co-responsable, expert instit et chargé communication	Q1- 2013 jusqu' à la durée du projet
Appui à l'élaboration de la politique environnementale du Ministère du Développement Rural	Appui institutionnel (Résultat 7) « thèmes transversaux »	Co-responsable, expert instit	Q2- 2012
Appui à la clarification des rôles du Comité Local du Développement et des Coopératives	Appui institutionnel (Résultat 7)	Co-responsable, expert instit	Q2- 2012
Appui à la mise en service de la nouvelle Direction d'Initiatives Locales et Organisations Paysanne « DILOP » selon le nouveau cadre organique.	Appui institutionnel (Résultat 7)	Co-responsable, expert instit	Q2- 2012

4.2 Enseignements tirés

Enseignements tirés	Public cible
<p>La Cellule Marchés Publics a augmenté son efficacité grâce à la formation d'une équipe fonctionnelle mixte (CTB- Ministère) bien formée et utilisant un manuel adéquat. Remarquons que pour le temps moyen du rapport d'évaluation au P.V d'attribution, la durée du traitement de dossiers est passée de 60.8J à 11.5J soit 83% de gain en temps et le volume financier annuel est passé de 3.879.703,18€ à 6.986.391€ soit 80%. Le nombre des MP attribués par an est passé de 18 à 92 soit une amélioration de 410%</p>	<p>Le public potentiellement intéressé par l'enseignement tiré. (Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural, Projet, Représentation, département du siège de la CTB, département du partenaire...).</p>
<p>L'appui à l'exécution des projets du secteur, hors secteur et international service est possible et l'UCAG l'a fait à travers la mise en place des outils de planification et suivi des projets.</p>	<p>(Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural, Projet, Représentation, département du siège de la CTB,</p>
<p>L'appui Institutionnel :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ L'administration en RDC reste fragile tant que le statut du fonctionnaire ne sera pas revalorisé et que l'on ne pourra pas engager des jeunes et des femmes pour assurer une viabilité à moyen terme ➤ La clarification des tâches entre Ministre provincial et Inspecteur mérite d'être éclaircie et documentée ➤ La volonté de changement et rationalisation de l'administration pour un meilleur service public existe, tels que le confirme le nouveau cadre organique de l'administration du développement rural, mais les lenteurs de la réforme de la fonction publique fait qu'une validation officielle peut prendre des années ➤ La loi sur les marchés publics de la RDC à propos de la réhabilitation des routes et infrastructures n'est pas adaptée aux réalités locales ➤ Les comités locaux d'entretien routier constituent une solution efficace mais qui n'a pas d'avenir en phase de post projet, il faut faire évoluer le statut de ces CLER ➤ Le concept de « maison du développement rural » est partagé par tous les acteurs et illustre le mécanisme de la décentralisation pour rétablir un service proche du citoyen. S'il est bien mis en place il sera dupliqué 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Le Ministère de la fonction publique, le secrétariat Général du Développement Rural, les ministres provinciaux, les organisations paysannes ➤ Le Secrétaire Général, l'équipe UCAG, les futurs formateurs, les Ministres provinciaux, les secrétaires Généraux ➤ Les agents de l'administration. Les organes de concertation, CARG, CLD ou la société civile qui constituent la force motrice. Les organisations paysannes demandeuses ➤ La DVDA qui doit revoir son statut ; les alliés de la DVDA (PME, ONG). ➤ Les projets PREPICO, l'équipe appui institutionnel de l'UCAG ➤ Administration centrale et provinciale, Ministère de la Fonction publique et de la décentralisation, Organisations paysannes
Enseignements tirés	Public cible

<ul style="list-style-type: none"> ➤ Le manque de coordination de maitrise d'ouvrage en province reste un facteur important et limitant ➤ Une équipe marchés publics bien structurée, organisée et efficace en RDC est possible. Il y a des opportunités à renforcer les structures du ministère ➤ Il y a un besoin de clarification du statut juridique des comités locaux de développement et cela figure dans les compétences du Ministère du Développement Rural ➤ L'UCAG MINIDER avec ses différentes cellules démontre son efficacité en améliorant nettement le mécanisme de suivi de projets de l'époque portfolio ; le renforcement institutionnel est une vraie plus-value 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Ministre de L'Agri et des TPIR. Les ministres provinciaux ➤ CTB. UCAG. Secrétariat Général ➤ REDD, WWF, Administration du MDR ; OP ➤ DGD, CTB Bruxelles, Représentation, COMPAR
<p>La cellule financière traite un volume financier de 2.000.000€ par mois soit 24.000.000€ par an et 96.000.000€ sur 4ans, donc cela montre la capacité potentielle de l'UCAG à gérer les 4 projets de secteur PIC dont chacun dispose d'un budget de 20.000.000€ durant les 4 ans. La cellule gère 7 projets + 6 volets du programme PREPICO 3 avec un portefeuille total 99M€</p>	<p>Projets, CTB, MINIDER</p>

5 Annexes

5.1. Aperçu des MoRe Results

Résultats ou indicateurs du cadre logique modifiés au cours des 12 derniers mois ?	
Rapport de <i>Baseline</i> enregistré dans PIT ?	
Planning de l'EMP	jj/mm/aaaa
Planning de l'évaluation finale	jj/mm/aaaa
Missions de back stopping depuis le 01/01/2012	

5.2. Ressources

Dans la présente annexe optionnelle, des études, des rapports de capitalisation ou des publications (scientifiques) mettant en évidence les effets de l'intervention sur les bénéficiaires, ont été produits et sont disponibles.

6 types de documents pour les quatre projets (PILAEP, AFEK, PREPICO et UCAG) sur la conscientisation et les bonnes pratiques :

- Bande Dessinée + spot pour PREPICO sur la sensibilisation de la population au respect des barrières de pluies et charge à l'essieu
- Affiche + dépliant pour le projet AFEK
- Affiche + dépliant pour le projet PILAEP
- Brochure « Sida sans Tabou » et plan sectoriel de lutte contre le Sida pour le projet UCAG - MINIDER

5.3. Décisions prises par la SMCL et suivi

Décision à prendre					Action			Suivi	
Décision à prendre	Période d'identification	Timing	Source	Acteur	Action(s)	Resp.	Date limite	État d'avancement	Statut
Réaliser l'étude Baseline	10 Février 2012		SMCL		Mise en place d'une étude Baseline qui intègre les besoins en construction / réhabilitation des bureaux, les besoins en équipements bureaux et informatiques ainsi que le renforcement des capacités en formation au niveau central, déconcentré et décentralisé			Etude Baseline réalisée et les activités relatives à chaque besoin en cours d'exécution	
					Etude complémentaire de la Baseline volet « gouvernance » qui détaille des corrélations entre le niveau central, déconcentré et décentralisé d'une part et d'autre part les relations entre les Ministres provinciaux et les inspecteurs provinciaux du Ministère concerné.				
Présenter la planification financière détaillée à la prochaine SMCL	10 Février 2012		SMCL		Elaboration d'un planning financier détaillé			Planning financier mise en jour et la coordination avec les autres cellules effective	
					Mise en coordination Marchés Publics – Finances et Planification et suivi				
Le recrutement d'un haut cadre pour la cellule Marchés Publics	10 Février 2012		SMCL		Appel lancé auprès des agents de l'administration pour le recrutement d'un agent			Pas de résultat probant	
Le recrutement d'un secrétaire de rédaction pour le site Web	10 Février 2012		SMCL		Le poste du secrétaire de rédaction est ouvert à tous le personnel du Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural			Le secrétaire du site Web recruté	

5.4. Cadre logique d'origine

Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses
<p>Objectif Général <i>Les capacités du Ministère et des entités provinciales compétentes sont renforcées de façon durable pour la mise en œuvre de son programme sectoriel.</i></p>			
<p>Objectif spécifique Les capacités institutionnelles et opérationnelles du Ministère central et des Ministères provinciaux compétents sont renforcées, aussi bien au niveau national que dans les zones de concentration, d'une part pour le suivi et la gestion du PIC 2010-2013 et le suivi du PIC et projets/programmes précédents, et d'autre part pour l'élaboration et la conduite des politiques et des stratégies de développement rural</p>	<ol style="list-style-type: none"> 1. Niveau d'implication des structures déconcentrées, décentralisées et centrales dans la gestion des interventions 2. Répartition des fonds consacrés aux structures centrales, déconcentrées et décentralisées en comparaison avec le budget. 	<p>Rapports trimestriels de l'UCAG et des projets sectoriels. PV des instances de coordination et concertation Rapports trimestriels et annuels de l'UCAG</p>	<p>Chaque ministère émet un arrêté ministériel fixant l'ancrage institutionnel de l'UCAG respective. Les contributions attendues de chacune des parties sont apportées en temps utile. Le climat sociopolitique et/ou sécuritaire n'entrave pas la réalisation des projets / programmes. Le projet attire et retient les ressources humaines requises. Les parties s'entendent sur l'affectation de personnel technique déjà formé aux procédures et outils de la CTB pour un démarrage rapide et sans rupture de qualité. Les ressources affectées à l'UCAG sont stables. Le ministère fait preuve de leadership dans le renforcement des institutions concernées et dans la gestion du programme sectoriel. La répartition du budget favorise à la fois le renforcement aux niveaux national, déconcentré et décentralisé. La coopération belgo-congolaise s'opère dans le respect des modalités prévues, en coresponsabilité et dans un climat de travail favorisant l'efficacité.</p>

AXE 0 : MISE EN PLACE DE L'UCAG

R1	L'UCAG est mise en place au sein du Secrétariat Général et est opérationnelle	<ol style="list-style-type: none"> 1. N. de postes comblés (fonctionnaires, ATI et autres). 2. N. de marchés passés. 3. N. et % d'employés féminins dans l'UCAG 4. N. de manquements aux procédures relevés 5. N. d'employés ayant complété et réussi la formation initiale 6. Effectivité du transfert de compétence réciproque 7. Respect des échéances (documents et rapports) 8. Indice d'efficience des appuis (taux de décaissement / taux de réalisation des plans correspondants), par type d'appui, clientèle. 9. % du budget consacré aux thèmes transversaux et liste des activités pertinentes (Genre, Environnement, VIH Sida, Bonne Gouvernance). 	<p>Effectifs de l'UCAG</p> <p>Rapports trimestriels et annuels.</p> <p>Rapports FIT.</p> <p>Évaluations</p> <p>Évaluations de la performance de l'UCAG (Audit organisationnel)</p> <p>Enquête de satisfaction auprès des utilisateurs des services de l'UCAG</p> <p>Date de dépôt des documents de planification, études et rapports prévus.</p>	<p>Des mesures favorisent la dotation rapide des postes au démarrage.</p> <p>Le personnel technique déjà formé est récupéré.</p> <p>Des locaux adéquats sont rendus disponibles et réhabilités.</p>
-----------	---	--	--	---

AXE 1 : APPUI À LA GESTION DES PROJETS

R2	Les capacités des équipes de projets sont renforcées en vue d'une gestion optimisée avec transfert de compétences au personnel des structures décentralisées et déconcentrées.	<ol style="list-style-type: none"> 1. Missions réalisées par l'UCAG sur le terrain. 2. Taux de réussite aux tests à la fin des formations. 3. N. de personnes des équipes projets formées aux thèmes transversaux (Genre, Environnement, VIH Sida, Droits de l'Enfant). 4. Effectivité du transfert de compétence 5. Utilisation des formations dans le travail quotidien 6. % du budget consacré aux thèmes transversaux et liste des activités pertinentes (Genre, Environnement, VIH Sida, Droits de l'Enfant). 	<p>Rapports FIT</p> <p>Budget.</p> <p>Rapports trimestriels et annuels.</p> <p>Rapports de mission.</p> <p>Évaluation / audit.</p>	<p>Stabilité des équipes projets.</p> <p>Formation aux thèmes transversaux offerte aux équipes des nouveaux projets dès le démarrage.</p> <p>Approche pyramidale des formations (formation de formateurs).</p>
-----------	--	--	--	--

AXE 2 : RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DE GESTION ET UN APPUI À LA COORDINATION DES INTERVENTIONS DU SECTEUR

R3	Les capacités du Ministère au niveau central sont renforcées dans différents domaines liés à la coordination des interventions du secteur, la gestion opérationnelle et financière des programmes et des projets de développement	<ol style="list-style-type: none"> 1. N. de bénéficiaires formés (Hommes / Femmes) 2. Taux de réussite aux tests à la fin des formations 3. Utilisation des formations dans le travail quotidien 4. Utilisation par les bénéficiaires de l'appui matériel dans le travail quotidien 5. % du budget consacré aux thèmes transversaux et liste des activités pertinentes (Genre, Environnement, VIH Sida, Droits de l'Enfant). 	<p>Rapports FIT Budget.</p> <p>Rapports trimestriels et annuels.</p> <p>Tests vérifiant l'acquisition des connaissances ou compétences</p> <p>Évaluation des appuis et des transferts de compétences.</p>	<p>La planification des appuis est conjointement approuvée et respectée.</p> <p>Les expertises nécessaires pour les formations sont rendues disponibles.</p> <p>Les équipements et matériels sont disponibles sur le marché local ou international.</p> <p>Les procédures de passation de marché sont appliquées.</p>
R4	Les capacités des structures déconcentrées du Ministère sont renforcées dans différents domaines liés à la gestion opérationnelle et financière des programmes et des projets de développement	<ol style="list-style-type: none"> 1. N. de bénéficiaires formés (Hommes / Femmes) 2. Taux de réussite aux tests à la fin des formations 3. Utilisation des formations dans le travail quotidien 4. Utilisation par les bénéficiaires de l'appui matériel dans le travail quotidien 5. % du budget consacré aux thèmes transversaux et liste des activités pertinentes (Genre, Environnement, VIH Sida, Droits de l'Enfant). 	<p>Rapports FIT Budget.</p> <p>Rapports trimestriels et annuels.</p> <p>Tests vérifiant l'acquisition des connaissances ou compétences</p> <p>Évaluation des appuis et des transferts de compétences.</p>	<p>La planification des appuis est conjointement approuvée et respectée.</p> <p>Les expertises nécessaires pour les formations sont rendues disponibles.</p> <p>Les équipements et matériels sont disponibles sur le marché local ou international.</p> <p>Les procédures de passation de marché sont appliquées.</p>

R5	Les capacités des Ministères provinciaux sont renforcées dans différents domaines liés à la coordination des interventions du secteur, la gestion opérationnelle et financière des programmes et des projets de développement	<ol style="list-style-type: none"> 1. N. de bénéficiaires formés (Hommes / Femmes) 2. Taux de réussite aux tests à la fin des formations 3. Utilisation des formations dans le travail quotidien 4. Utilisation par les bénéficiaires de l'appui matériel dans le travail quotidien 5. % du budget consacré aux thèmes transversaux et liste des activités pertinentes (Genre, Environnement, VIH Sida, Droits de l'Enfant). 	<p>Rapports FIT Budget.</p> <p>Rapports trimestriels et annuels.</p> <p>Tests vérifiant l'acquisition des connaissances ou compétences</p> <p>Évaluation des appuis et des transferts de compétences.</p>	<p>La planification des appuis est conjointement approuvée et respectée.</p> <p>Les expertises nécessaires pour les formations sont rendues disponibles.</p> <p>Les équipements et matériels sont disponibles sur le marché local ou international.</p> <p>Les procédures de passation de marché sont appliquées.</p>
R6	Les capacités, le fonctionnement et l'accessibilité de la plate-forme de communication sont améliorées.	<ol style="list-style-type: none"> 1. Répartition des productions faites par ministère desservi. 2. Qualité des productions 3. % des activités de communication véhiculant les thèmes transversaux (Genre, Environnement, VIH Sida, Lutte contre les antivaieurs) 4. Taux de réalisation du plan de communication élaboré, par ministère desservi 5. N. de documents publiés (techniques, de vulgarisation), volumes de distribution et taux de réalisation des thèmes prévus. 6. Niveau d'audience des émissions de radio. 7. Taux de réalisation du site WEB 8. Utilisation du site WEB par les internautes. 9. % du budget consacré aux thèmes transversaux et liste des activités pertinentes (Genre, Environnement, VIH Sida, Droits de l'Enfant). 	<p>Rapports FIT Budget.</p> <p>Rapports trimestriels et annuels UCAG et Plate-forme de Communications</p> <p>Plan de communication</p> <p>Études (audimat) et sondages.</p> <p>Évaluation / audit.</p> <p>Site WEB.</p> <p>Rapport statistique du serveur WEB (clics, pages visitées, etc.).</p>	<p>La Plate-forme de Communications du MAPE dessert aussi le MEPSP et le MINIDER.</p> <p>L'expertise nécessaire est disponible.</p>

AXE 3 : APPUI INSTITUTIONNEL : APPUI À L'OPÉRATIONNALITÉ DU MINIDER

R7	<p>Les capacités techniques et opérationnelles des structures centrales et déconcentrées du MINIDER et des Ministères Provinciaux correspondants dans les zones de concentration sont renforcées pour l'élaboration et la conduite des politiques et des stratégies de développement rural.</p>	<ol style="list-style-type: none"> 1. N. de personnes formées et jours-personnes dispensés (H/F) et taux de réalisation du plan de formation. 2. N. de formateurs formés pour la diffusion du programme sectoriel de formation 3. Effectivité du transfert de compétences 4. Locaux réhabilités (en m².) et coût moyen par m². 5. Taux de décaissement par type de dépense (formation, infrastructures, équipements, matériel) 6. N. d'employés ayant bénéficié d'un appui technologique. 7. Taux de réalisation du plan de procurement et respect des délais. 8. Plan opérationnel déposé dans chaque zone de concentration à la fin du premier trimestre 9. N. de marchés / chantiers où le MINIDER est maître d'ouvrage. 10. Disponibilité (taux de couverture géographique des zones de concentration) et qualité des statistiques et inventaires. 11. Taux de réalisation de la cartographie des zones concernées. 12. Taux de décaissement du budget prévu pour le renforcement des compétences et connaissances. 	<p>Plan sectoriel de formation. Résultats des tests à la fin des formations. Évaluation du personnel sur le terrain. Rapports FIT Rapports trimestriels et annuels UCAG. Budget UCAG. Plan de procurement. Étude d'impact de l'appui. Plans opérationnels des zones. Rapports statistiques et inventaires publiés. Rapports de cartographie. Études, évaluations et audits.</p>	<p>Le contexte sécuritaire est favorable à la réalisation du projet dans les zones de concentration. Les expertises, matériaux et équipements nécessaires sont disponibles. La maîtrise d'ouvrage peut effectivement être attribuée aux entités décentralisées ou déconcentrées du MINIDER. Le personnel adéquat est désigné pour collaborer au projet dans les zones de concentration.</p>
----	---	---	--	--

5.5. Rapport « Budget versus Actuels (2012) »

Budget vs Actuals (Year to Date) of RDC1015611

Project Title : **Mise en place d'une unité conjointe d'appui à la gestion du programme sectoriel du PIC 2010 - 2013 auprès du Ministère du Développement Rural**

Budget Version: **C01**

Currency : **EUR**

YtD : **Report includes all valid transactions, registered up to today**

	Status	Fin Mode	Amount	Start - 2012	Expenses 2013	Total	Balance	% Exec
A L'UCAG EST MISE EN PLACE ET OPÉRATIONNELLE			4.574.154,00	1.331.180,02	0,00	1.331.180,02	3.242.973,98	29%
01 Affectation progressive de ressources humaines			3.573.654,00	941.063,34	0,00	941.063,34	2.632.590,66	26%
01 Assistance technique		REGIE	2.796.000,00	752.772,97	0,00	752.772,97	2.043.227,03	27%
02 Coresponsable congolais (primes)		REGIE	61.344,00	12.769,72	0,00	12.769,72	48.574,28	21%
03 Staff national contrat CTB		REGIE	261.000,00	132.777,63	0,00	132.777,63	128.222,37	51%
04 Staff national contrat partenaire (primes)		REGIE	455.310,00	42.743,02	0,00	42.743,02	412.566,98	9%
02 Frais de fonctionnement			205.000,00	67.649,62	0,00	67.649,62	137.350,38	33%
01 Frais de fonctionnement		REGIE	205.000,00	67.649,62	0,00	67.649,62	137.350,38	33%
03 Réhabilitation et équipement des locaux de l'UCAG			324.500,00	170.487,54	0,00	170.487,54	154.012,46	53%
01 Réhabilitation des bureaux		REGIE	324.500,00	170.487,54	0,00	170.487,54	154.012,46	53%
04 Acquisition du matériel de l'UCAG			151.000,00	122.985,12	0,00	122.985,12	28.014,88	81%
01 Véhicules		REGIE	120.000,00	87.883,70	0,00	87.883,70	32.116,30	73%
02 Équipement IT		REGIE	31.000,00	35.101,42	0,00	35.101,42	-4.101,42	113%
05 Renforcement des compétences des membres de l'UCAG			200.000,00	10.832,09	0,00	10.832,09	189.167,91	5%
01 Formations initiales et continues		REGIE	200.000,00	10.832,09	0,00	10.832,09	189.167,91	5%
06 Accompagnement de la mise en place et du bon			100.000,00	106,65	0,00	106,65	99.893,35	0%
01 Manuel de procédures		REGIE	30.000,00	106,65	0,00	106,65	29.893,35	0%
02 Accompagnement du processus de changement		REGIE	70.000,00	0,00	0,00	0,00	70.000,00	0%
07 Promotion des thèmes transversaux			20.000,00	18.055,66	0,00	18.055,66	1.944,34	90%
01 Appui à la promotion des thèmes transversaux		REGIE	20.000,00	18.055,66	0,00	18.055,66	1.944,34	90%
B APPUI À L'EXÉCUTION DES PROJETS			380.000,00	6.237,92	0,00	6.237,92	373.762,08	2%
		REGIE	8.000.000,00	1.468.496,64	0,00	1.468.496,64	6.531.503,36	18%
		COGEST						
		TOTAL	8.000.000,00	1.468.496,64	0,00	1.468.496,64	6.531.503,36	18%



Budget vs Actuals (Year to Date) of RDC1015611

Project Title : **Mise en place d'une unité conjointe d'appui à la gestion du programme sectoriel du PIC 2010 - 2013 auprès du Ministère du Développement Rural**

Budget Version: **C01**

Currency : **EUR**

YtD : **Report includes all valid transactions, registered up to today**

	Status	Fin Mode	Amount	Start - 2012	Expenses 2013	Total	Balance	% Exec
01 Les capacités des équipes de projet sont renforcées			380.000,00	6.237,92	0,00	6.237,92	373.762,08	2%
01 Renforcement des équipes via la formation		REGIE	110.000,00	1.468,65	0,00	1.468,65	108.531,35	1%
02 Appui à la gestion des projets sectoriels		REGIE	250.000,00	2.038,01	0,00	2.038,01	247.961,99	1%
03 Appui à la gestion des projets hors secteur (SLA)		REGIE	0,00	29,04	0,00	29,04	-29,04	7%
04 Appui à la promotion des thèmes transversaux		REGIE	20.000,00	2.702,22	0,00	2.702,22	17.297,78	14%
C RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DE GESTION ET APPUI À LA			1.535.846,00	75.270,73	0,00	75.270,73	1.460.575,27	5%
01 Les capacités du Ministère au niveau central sont renforcées			214.376,31	26.775,61	0,00	26.775,61	187.600,70	12%
01 Analyse et renforcement de la structure organisationnelle		REGIE	18.915,56	4.027,86	0,00	4.027,86	14.887,70	21%
02 Renforcement des compétences du personnel clé des		REGIE	31.525,93	0,00	0,00	0,00	31.525,93	0%
03 Amélioration des infrastructures		REGIE	47.288,89	20.369,81	0,00	20.369,81	26.919,08	43%
04 Renforcement des capacités technologiques		REGIE	18.915,56	381,74	0,00	381,74	18.533,82	2%
05 Renforcement des capacités matérielles		REGIE	9.457,78	141,84	0,00	141,84	9.315,94	1%
06 Appui à la coordination des interventions du secteur		REGIE	78.814,81	1.854,36	0,00	1.854,36	76.960,45	2%
07 Appui à la promotion des thèmes transversaux		REGIE	9.457,78	0,00	0,00	0,00	9.457,78	0%
02 Les capacités des structures déconcentrées du Ministère			901.641,47	8.869,23	0,00	8.869,23	892.772,24	1%
01 Analyse et renforcement de la structure organisationnelle		REGIE	75.662,22	933,98	0,00	933,98	74.728,24	1%
02 Renforcement des compétences		REGIE	126.103,70	0,00	0,00	0,00	126.103,70	0%
03 Amélioration des infrastructures		REGIE	598.992,59	0,00	0,00	0,00	598.992,59	0%
04 Renforcement des capacités technologiques		REGIE	25.220,74	7.818,43	0,00	7.818,43	17.402,31	31%
05 Renforcement des capacités matérielles		REGIE	63.051,85	0,00	0,00	0,00	63.051,85	0%
06 Appui à la promotion des thèmes transversaux		REGIE	12.610,37	116,82	0,00	116,82	12.493,55	1%
		REGIE	8.000.000,00	1.468.496,64	0,00	1.468.496,64	6.531.503,36	18%
		COGEST						
		TOTAL	8.000.000,00	1.468.496,64	0,00	1.468.496,64	6.531.503,36	18%



PROJETS SOUS OMBRELLE UCAG - MINIDER

CODE NAVISION	Secteur	NOM DU PROJET	SITE	Chef de projet	DEBUT CS	FIN CS	MONTANT
RDC0711211	INFRASTRUCTURE	PREPICO II			07/2009	04/2012	11 000 000 €
		VOLET Entretien	KINSHASA	Paolo SALOMONE			3 279 000 €
		VOLET Maniema	MANIEMA	Hendrick HOSTE			1 738 000 €
		VOLET Tanganika	KALEME	Hendrick HOSTE			2 800 000 €
		VOLET Sankuru	MBUJI-MAYI	Christian TOCH			1 738 000 €
		VOLET Tshopo	KISANGANI	Christian TOCH			950 000 €
		Moyens Généraux	NA	UCAG			480 000 €
RDC0914111	INFRASTRUCTURE	PREPICO III			12/2009	12/2014	28 000 000 €
		VOLET Entretien	KINSHASA	Paolo SALOMONE			4 209 400 €
		VOLET Maniema	MANIEMA	Hendrick HOSTE			2 872 250 €
		VOLET Tanganika	KALEME	Hendrick HOSTE			5 781 900 €
		VOLET Sankuru	MBUJI-MAYI	Christian TOCH			5 856 800 €
		VOLET Tshopo	KISANGANI	Christian TOCH			2 567 150 €
		VOLET Bacs	Multi-sites	Etienne RODENBACH			6 431 500 €
		Moyens Généraux	NA	UCAG			421 000 €
RDC0914011	INFRASTRUCTURE	FAMIKI	MANIEMA	Alex MOLENHOFF	12/2009	12/2013	4 000 000 €
RDC0914211	INFRASTRUCTURE	DRAGUES RVM	BOVA	Etienne RODENBACH	10/2010	10/2013	2 500 000 €
RDC0708211	INFRASTRUCTURE	AFEK	KISANGANI	Antoine MESU	01/2008	12/2013	16 500 000 €
RDC070881T	EAU	PILAEP	KINSHASA	Christophe GALARZA	07/2008	12/2014	8 000 000 €
RDC1015611	DEV. RURAL	PRODERK	KIKWIT	Riccardo CAPOCCHINI	01/2012	01/2016	20 000 000 €
RDC1116111	DEV. RURAL	UCAG	KINSHASA	Fabian PRODHOMME	09/2011	09/2015	8 000 000 €
RDC1014811	INFRASTRUCTURE	PONT NYEMBA	NYEMBA	Fabian PRODHOMME	11/2011	11/2014	806 000 €
TOTAL			Hors projets en clôture				98 806 000 €